

# UNE ECONOMIE MARQUÉE PAR L'INFLATION

## CHAPITRE 1

**DES CRISES DE  
GRANDE AMPLEUR  
DEPUIS LE DÉBUT DES  
ANNÉES 2020**

*Le temps des  
incertitudes.*

- Une crise sanitaire.
- Des chocs énergétiques.
- Des chocs géopolitiques.

# L'INFLATION

- Elevée en 2002 (+5,2%) : causes : dynamique de la reprise post COVID, puis choc énergétique avec la guerre en Ukraine.
- Fort ralentissement de la croissance
- Retour de la stagflation?

# CONSEQUENCES

1

- Les hausses du prix de l'énergie et des produits alimentaires bien qu'amorties par des mesures budgétaires importantes ralentissent la croissance et creusent le déficit commercial (164 milliards en 2022, 6,2 % du PIB)\*
- Autour de 90 milliards en 2024.
- \* *Balance des paiements courants : - 28,1 milliards en 2023.*

## CONSEQUENCES

### 2

- Hausse des taux directeurs de la BCE (+ 4 points en moins d'un an)
- Pour autant les entreprises continuent à embaucher (bonne résilience)
- Les ménages pessimistes sur-épargnent.

## LA RESILIENCE DES ENTREPRISES

- Les difficultés d'approvisionnement ont quasiment disparu.
- Le reflux du prix de l'énergie a été anticipé sur les coûts de production. Les entreprises (dans l'industrie notamment) bénéficient pour la plupart de tarifs réglementés.
- Le climat des affaires est bon ( des carnets de commande bien remplis, le taux de marge des entreprises restent élevés)

## LE PESSIMISME DES MÉNAGES

- La dégradation de la confiance des ménages provient du retour de l'inflation qui provoque une baisse du pouvoir d'achat.
- A l'inflation liée à la crise énergétique succède progressivement une inflation liée à la hausse des prix de l'alimentaire qui touche davantage les ménages aux revenus les plus faibles.

## UNE INFLATION QUI SE REDUIT PROGRESSIVEMENT

- Réduction de la hausse de l'indice du prix de l'énergie : il n'y a pas de baisse du fait de la fin de nombreuses aides.
- Ralentissement de l'inflation alimentaire.
- Ralentissement de la hausse du SMIC (indexation automatique) et ce celle des salaires nominaux (effet de second tour)
- + 2,3% en France en 2024, + 2,4 % dans la zone euro.
- Prévision : entre 1,6 % et 2 % en 2025.

## CONSEQUENCES SUR LE POUVOIR D'ACHAT ET L'EMPLOI

- Le revenu disponible brut réel par unité de consommation baisse de 0,2 % en 2022, augmente de +0,3 % en 2023 et un peu plus en 2024 (un peu plus de 1%) mais le taux d'épargne augmente à nouveau (supérieur à 18 % du RDB).
- Le taux de chômage après avoir atteint un point bas : 7,1 % de la population active début 2023, se remet à augmenter, 7,4 % en 2024

# EVOLUTION DE LA DETTE PUBLIQUE

En % du PIB

	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Solde public	-3,1	-9,0	-6,5	-4,7	-5,0	-6,1
Dettes publiques	97,4	114,6	112,9	111,9	109,5	112

## LA DETTE PUBLIQUE

- 3228 milliards d'euros (novembre 2024)
- Soit 48.308 euro/h
- Cette est détenue à plus de 53% par des non-résidents.